

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le "Cadre d'accréditation formations existantes de l'enseignement supérieur en Flandre et le Régime transitoire y afférent pour ce qui concerne l'évaluation et l'accréditation de formations académiques transformées aux instituts supérieurs, pour ce qui concerne l'imbrication avec la recherche pédagogique (période 2005-2013)", ainsi que le "Cadre d'évaluation nouvelles formations de l'enseignement supérieur en Flandre", établis par l'Organisation d'accréditation néerlandaise-flamande le 14 février 2005 et joints en annexe I^{er} et II au présent arrêté, sortiront leur plein et entier effet dans la Communauté flamande.

Art. 2. Le "Règlement des règles méthodologiques pour la confrontation de la nouvelle formation aux formations de l'enseignement supérieur existant en Flandre", fixé par l'organisation d'accréditation néerlandaise-flamande le 14 février 2005 et joint en annexe III au présent arrêté est sanctionné.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets à la date fixée pour l'entrée en vigueur de la Convention entre la Communauté flamande de Belgique et le Royaume des Pays-Bas concernant l'accréditation des formations au sein de l'enseignement supérieur flamand et néerlandais, signée à La Haye le 3 septembre 2003.

Art. 4. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 16 septembre 2005.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

Y. LETERME

Le Ministre flamand de l'Emploi, de l'Enseignement et de la Formation,

F. VANDENBROUCKE

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2005 — 3088

[C — 2005/31399]

22 SEPTEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale visant à soutenir la mise en œuvre de collaborations entre les communes

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capital,

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2004 contenant le budget général des dépenses du Ministère de la Région de Bruxelles-capitale pour l'année budgétaire 2005, et notamment l'article 19 qui prévoit que « le Gouvernement est autorisé à octroyer des subventions de fonctionnement et d'investissement à charge des allocations de base figurant dans le tableau budgétaire et reprises ci-après (...) Subsidies aux communes soutenant la mise en oeuvre de collaborations intercommunales 14.38.22.43.21 »;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 11 juillet 2005;

Vu l'avis 38.956/2/V du Conseil d'Etat, donné le 29 août 2005;

Considérant qu'il convient dans l'intérêt même des communes d'inciter celles-ci à mettre en oeuvre des collaborations intercommunales dans le cadre de leur gestion ou de leurs missions afin de réaliser des économies d'échelle;

Considérant que le Gouvernement entend soutenir ces initiatives en finançant une partie du coût des études déterminant l'utilité, la faisabilité, l'intérêt et/ou la méthode de mise en oeuvre de projets de collaborations intercommunales;

Considérant qu'après analyse des projets remis, le Gouvernement retiendra ceux qui correspondent au but poursuivi par l'octroi du subside et représentent effectivement une économie d'échelle;

Considérant qu'il est de bonne gestion de désigner par projet une commune pilote qui sera chargée de la coordination du projet entre les communes et qui leur versera les sommes qui leur sont dues,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires prévus à cette fin à l'allocation de base 14.38.22.43.21 du budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'exercice 2005 une subvention portant sur les frais d'études sera octroyée aux communes qui ont introduit un projet visant à mettre en oeuvre des collaborations intercommunales.

Dans le cadre du présent arrêté, on entend par « étude de faisabilité » l'étude commandée par une commune, conformément à la législation sur les marchés publics et visant à analyser l'utilité, la faisabilité, l'intérêt et/ou à proposer une méthode de mise en oeuvre de projets de collaborations intercommunales.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2005 — 3088

[C — 2005/31399]

22 SEPTEMBER 2005. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering dat erop gericht is de uitvoering van samenwerking tussen de gemeenten te steunen

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2004 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Ministerie het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2005; en inzonderheid op artikel 19 waarin bepaald wordt dat « de Regering werkings- en investeringsstoelagen kan toekennen ten laste van de basisallocaties vermeld in de begrotingstabel en hieronder hernomen (...) Toelagen aan gemeenten die intercommunale samenwerkingsverbanden opzetten 14.38.22.43.21 »;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 11 juli 2005;

Gelet op advies 38.956/2/V van de Raad van State, gegeven op 29 augustus 2005;

Overwegende dat het in het belang van de gemeenten zelf is hen aan te zetten tot het opzetten van intercommunale samenwerkingsvormen in het kader van hun beheer of van hun opdrachten om zodoende economische schaalvergrotingen tot stand te brengen;

Overwegende dat de Regering de bedoeling heeft deze initiatieven te steunen door een gedeelte van de kost van de studies te financieren die het nut, de haalbaarheid, het belang en/of de methode van uitvoering van de intercommunale samenwerkingsprojecten bepalen;

Overwegende dat, na analyse van de ingediende projecten, de Regering de projecten in aanmerking zal nemen die aan het beoogde doel beantwoorden en die effectief een economische schaalvergroting uitmaken;

Overwegende dat het van goed beheer getuigt om per project een pilotgemeente aan te wijzen die zal belast worden met de projectcoördinatie tussen de gemeenten en die de aan de gemeenten verschuldigde bedragen zal uitkeren,

Besluit :

Artikel 1. Binnen de grenzen van de begrotingskredieten die hiervoor op de basisallocatie 14.38.22.43.21 van de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van het dienstjaar 2005 voorzien zijn, zal een toelage toegekend worden betreffende de studiekosten aan de gemeenten die een project ingediend hebben dat erop gericht is intercommunale samenwerkingsvormen op te zetten.

Overwegende dat in het kader van onderhavig besluit onder « haalbaarheidsstudie » bedoeld wordt, de studie besteld door een gemeente, conform de wetgeving op de overheidsopdrachten en gericht op het analyseren van het nut, de haalbaarheid, het belang en/of het voorstellen van een methode van aanwending van intercommunale samenwerkingsprojecten.

Art. 2. La subvention visée à l'article 1^{er} est accordée aux conditions suivantes :

1° Les projets de collaboration intercommunale doivent porter sur la gestion communale ou la réalisation de missions d'intérêt communal, et être de nature à réaliser des économies d'échelle.

2° Les projets doivent associer deux communes au moins. Toutefois, une seule commune, appelée commune coordinatrice, est chargée de la commande de l'étude dans le cadre d'un marché public conjoint, en application des dispositions de l'article 19 de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

Art. 3. La procédure de demande et d'octroi de subsides est la suivante :

1° La commune coordinatrice introduit un dossier de demande de subside auprès du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale; ce dossier comprend :

- les noms des communes associées;
- une brève description du projet et des objectifs recherchés;
- la délibération prise conformément à l'article 234 de la nouvelle loi communale fixant le mode de passation du marché et arrêtant le cahier spécial des charges pour le marché public relatif à l'étude de faisabilité; cette délibération précise également la répartition des charges inhérentes à l'organisation du marché entre les communes associées;

— Les délibérations des Conseils communaux des autres communes associées décidant de se joindre au marché public conjoint et fixant la répartition des charges inhérentes à l'organisation du marché, ainsi que les modalités de remboursement de leur participation à la commune coordinatrice;

— Tout autre renseignement susceptible d'intéresser le Gouvernement dans le cadre de la demande de subside.

2° Le Gouvernement examine la conformité des projets aux conditions visées à l'article 2.

3° Le Gouvernement notifie aux demandeurs la décision d'octroi de la subvention, ou son refus motivé.

Art. 4. Le subside est égal à 80 % du montant des frais d'étude de faisabilité de projet avec un maximum de 50.000 euros par projet.

Art. 5. Le subside est libéré contre remise d'une déclaration de créance et des pièces justificatives faisant l'objet du marché public.

Art. 6. Les montants visés à l'article 3 sont versés au compte de la commune coordinatrice.

Art. 7. Le Ministre chargé des Pouvoirs locaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 septembre 2005.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation urbaine, du Logement, de la Propreté publique et de la Coopération au développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures,

G. VANHENGEL

Art. 2. De onder artikel 1 bedoelde toelage wordt toegekend onder de volgende voorwaarden :

1° De projecten van intercommunale samenwerking moeten betrekking hebben op het gemeentelijk beheer of op het realiseren van opdrachten van gemeentelijk belang, en van die aard zijn dat zij economische schaalvergrotingen realiseren.

2° De projecten moeten minstens twee gemeenten betrekken. Eén enkele gemeente evenwel, coördinerende gemeente genoemd, wordt belast met het bestellen van de studie in het kader van een gezamenlijke overheidsopdracht, in toepassing van de bepalingen van artikel 19 van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

Art. 3. De aanvraag- en toekenningsprocedure is de volgende :

1° De coördinerende gemeente dient bij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een dossier in tot aanvraag van een subsidie; dit dossier omvat :

- de namen van de betrokken gemeenten;
- een korte beschrijving van het project en de beoogde doelstellingen;
- de beraadslaging genomen conform artikel 234 van de nieuwe gemeentewet die de wijze van gunnen van de overheidsopdracht bepaalt en die het bijzonder lastenbestek voor de overheidsopdracht betreffende de haalbaarheidsstudie vaststelt; deze beraadslaging preciseert eveneens de verdeling van de lasten inherent aan de organisatie van de opdracht tussen de betrokken gemeenten;

— de beraadslagingen van de Gemeenteraden van de andere betrokken gemeenten die beslissen zich bij de gezamenlijke overheidsopdracht te voegen en overgaan tot de vaststelling van de verdeling van de lasten inherent aan de organisatie van de overheidsopdracht, alsmede de terugbetalingsmodaliteiten van hun bijdrage aan de coördinerende gemeente;

— elke andere inlichting die de Regering kan interesseren in het kader van de subsidieaanvraag;

2° De Regering onderzoekt de conformiteit van de projecten met de in artikel 2 bedoelde voorwaarden.

3° De Regering maakt de beslissing betreffende de toekenning van de subsidie of haar gemotiveerde weigering over aan de aanvragers.

Art. 4. De subsidie bedraagt 80 % van het bedrag van de kosten van de haalbaarheidsstudie van het project, met een maximum van 50.000 euro per project.

Art. 5. De subsidie wordt betaald tegen overhandiging van een schuldvordering en verantwoordingsstukken die het voorwerp van de overheidsopdracht uitmaken.

Art. 6. De in artikel 3 bedoelde bedragen worden op de rekening van de coördinerende gemeente gestort.

Art. 7. De Minister bevoegd voor de Plaatselijke Besturen wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 22 september 2005.

De Minister-Président van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Huisvesting, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Financiën, Begroting Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

G. VANHENGEL

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2005 — 3087 (2005 — 2760)

[2005/31397]

1^{er} SEPTEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant en vue de l'application de l'article 43 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, les grades des membres du personnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale qui constituent un même degré de hiérarchie. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 19 octobre 2005, page 44698, article 1^{er}, « 11° degré : de graden van de rang E1 » de la publication doit être considéré comme nulle et remplacé par :

« 11° degré : de graden van de rang E2 ».

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2005 — 3089 (2005 — 2760)

[2005/31397]

1 SEPTEMBER 2005. — Besluit van de Hoofdstedelijke Regering houdende met het oog op de toepassing van artikel 43 van de wetten op het gebruik van talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, vaststelling van de graden van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp die eenzelfde trap van de hiërarchie vormen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 19 oktober 2005, pagina 44698, artikel 1, 11° graad : de graden van de rang E1 dient de publicatie, als nietig beschouwd te worden en vervangen door :

« 11° graad : de graden van de rang E2 ».